



**Décision individuelle n° 2026-0092 du 12/05/26**  
portant autorisation spéciale en cœur du Parc national des  
Cévennes, pour travaux, constructions, installations, hors droit de  
l'urbanisme

**Le directeur de l'établissement public du Parc national des Cévennes,**

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-I,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 7.-II.4°,

Vu le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes, et notamment sa modalité 8 relative aux règles générales applicables aux travaux, constructions et installations soumis à autorisation préalable,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement,

Vu la demande de la commune de SAINT-MARTIN-DE-LANSUSCLE, représentée par son maire Monsieur Pierre PLAGNES, reçue complète en date du 29 janvier 2026, pour la nature et la localisation des travaux ci-après visées,

Vu l'avis favorable du conseil scientifique de l'établissement public en date du 16 avril 2026,

Considérant que les travaux décrits dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,  
Considérant l'axe 4 de la charte du Parc national des Cévennes : *Vivre et habiter*,

Considérant que les travaux décrits dans la demande, assortis des prescriptions détaillées ci-dessous, sont compatibles avec la préservation des paysages, des espèces et des milieux patrimoniaux du Parc national des Cévennes,

**DÉCIDE**

**Article 1 : pétitionnaire - objet**

1-1 Pétitionnaire :

La commune de SAINT-MARTIN-DE-LANSUSCLE,  
représentée par son maire Monsieur Pierre PLAGNES

1-2 Objet de l'autorisation :

- *nature des travaux* : installation d'un réservoir AEP de 50 m<sup>3</sup> + aménagements connexes
- *localisation des travaux* : Lozère / commune de SAINT-MARTIN-DE-LANSUSCLE / lieu-dit Prat-Nouvel / localisation en cœur du Parc national,

La présente autorisation est accordée sous réserve que les travaux soient conformes au dossier technique joint à la demande et de respecter les prescriptions ci-dessous:

**Article 2 : prescriptions obligatoires**

2-1 - prescriptions générales :

- les engins utilisés sur site doivent être en bon état de fonctionnement, sans fuite de fluide ;



- les installations et dépôts doivent présenter pendant toute la durée des travaux l'aspect d'un chantier bien ordonné.

2-2 - concernant le réservoir :

- il est enfoui derrière un enrochement réalisé en blocs de schiste ;
- la porte est peinte en gris foncé ;
- les capots sont peints dans une couleur sombre et neutre.

2-3 - concernant les aménagements :

Le portail d'accès ainsi que les piquets de clôture et la clôture sont en métal galvanisé à chaud.

2-4 - en fin de chantier, toute trace de travaux est effacée.

L'ensemble des déchets et résidus est collecté et évacué vers les installations de traitement autorisées.

**Article 3 : période de validité de l'autorisation**

Le présent arrêté est délivré pour une période de deux années à compter de sa notification.

**Article 4 : autres obligations et droit des tiers**

La présente décision individuelle ne dispense pas le pétitionnaire des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet, notamment celle liée au droit de propriété.

**Article 5 : sanctions pénales encourues**

Le non-respect des prescriptions applicables de la décision individuelle est constitutif d'une infraction et pourra être constatée par procès-verbal.

**Article 6 : modalités de contrôles**

Les agents de l'établissement public du Parc national des Cévennes ainsi que tous les agents assermentés et compétents en la matière sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Article 7 : publicité**

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Cévennes (cf. site : [www.cevennes-parcnational.fr](http://www.cevennes-parcnational.fr)).

Fait à Florac-Trois-Rivières, le 12/05/26

Le directeur de l'établissement public  
du Parc national des Cévennes,

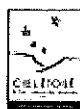
Vincent CLIGNIEZ

Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de sa publication pour les tiers. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Établissement public du Parc national des Cévennes  
Service Développement durable  
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

Diffusion :

- original :
  - EP PNC / SG
  - Pétitionnaire
- copies :
  - Commune de SAINT-MARTIN-DE-LANSUSCLE
  - EP PNC / massif Vallées cévenoles
  - EP PNC / SDD (dossier n° 2026-3288)



Parc national des Cévennes

1000 place du Palais de Justice, 34000 Nîmes

Tél : 04 66 49 53 11

[www.cevennes-parcnational.fr](http://www.cevennes-parcnational.fr)